



Rôle des citoyens dans le développement :
La simplification des questions fiscales est-elle
possible?

6 mars 2019



Plan de présentation



- ❑ Introduction - rôle des citoyens dans le développement
- ❑ Principes d'une bonne politique fiscale
- ❑ Comment la fiscalité peut-elle contribuer au développement?
- ❑ Rôle de la fiscalité dans l'édification de l'État
- ❑ Principes de la politique fiscale
- ❑ Principales considérations fiscales
- ❑ Conclusion



Introduction



- La fiscalité et le développement sont essentiels pour tous les décideurs;
- L'atteinte des objectifs de développement durable nécessite 4% supplémentaires du PIB;
- Le rôle de la fiscalité dans l'édification de l'État;
- L'existence de multiples défis, par exemple en matière d'infrastructures, de changement climatique, etc.
- L'existence de différences dans les profils de pays (géographiques, historiques, politiques, etc. ;
- L'abondance des ressources naturelles - est-ce une bénédiction ou une malédiction ?
- Qu'en est-il de l'impôt non lié aux ressources?



Comment la fiscalité peut-elle soutenir le développement?



- La perception des impôts dans le but de contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux;
- Les contribuables voient l'impôt perçu utilisé à bon escient;
- Exemples? Les obligations fiscales, le respect des obligations fiscales
- Les caractéristiques - un exercice équilibré améliorant le bien-être ;
- L'amélioration de la stabilité et des infrastructures (IDE);
- La promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation (incitations fiscales) ;
- Changements de comportement (accise);
- Rôle de la fiscalité dans l'édification de l'État



Principes d'une bonne politique fiscale

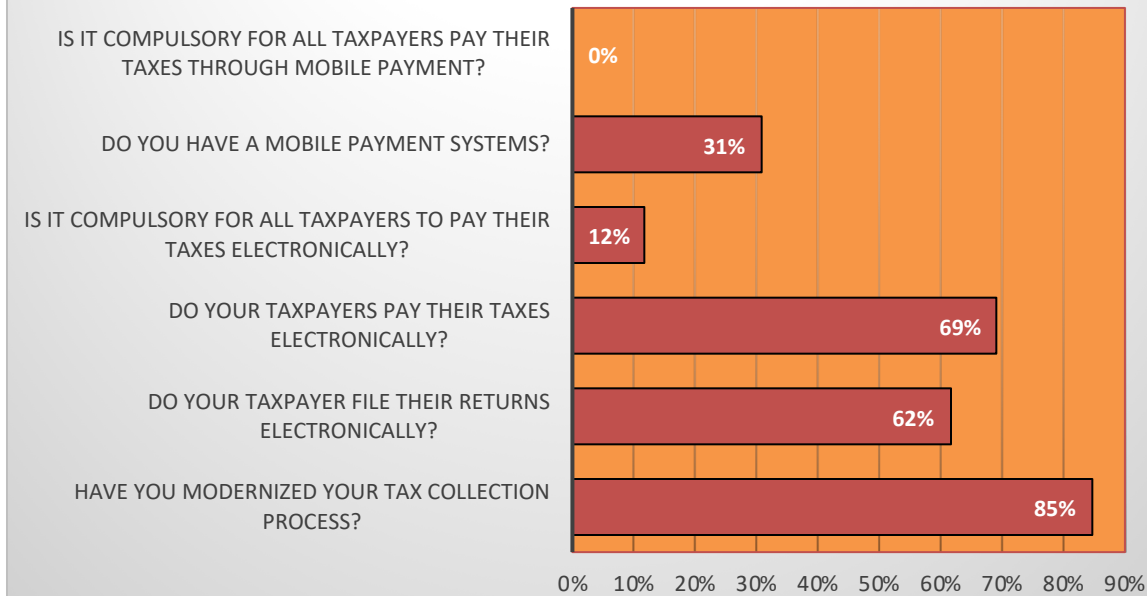


- La simplicité, la transparence, la neutralité, la stabilité, la non-rétroactivité, une large base et des taux peu élevés;
- Cela signifie:
 - De faibles coûts administratifs ;
 - De bonnes procédures législatives ;
 - L'existence d'une certitude fiscale;
 - Une large base assurant des flux de revenus stables.
- La partie fiscale la plus visible du contrat social:
 - Le financement du gouvernement ;
 - L'existence d'un gouvernement réactif et honnête

Le service aux contribuables et sa modernisation



Status of Taxpayer Services



- ❖ 16 pays de l'ATO (Perspective fiscale africaine) ont mis en place des centres d'appels permettant de suivre les temps de réponse. Ce sont: l'Angola, le Botswana, le Burundi, le Cameroun, le Kenya, le Libéria, Maurice, le Mozambique, le Rwanda, le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Tanzanie, le Togo, l'Ouganda et la Zambie
- ❖ **Dix pays de l'ATO ont créé des sites Web qui contrôlent statistiquement les requêtes des contribuables.** Ce sont: le Burundi, le Cameroun, le Kenya, le Libéria, le Rwanda, le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Togo, l'Ouganda et la Zambie.
- ❖ 23 des 26 pays de l'ATO (85%) ont confirmé avoir modernisé leurs processus de perception fiscale. Les seules exceptions sont le Bénin, le Burundi et le Tchad.
- ❖ De plus, **17 pays ont pu introduire les systèmes de dépôt et de paiement électroniques.** Il s'agit de l'Angola, du Botswana, du Cameroun, du Ghana, du Kenya, de Maurice, du Nigéria, du Rwanda, du Sénégal, des Seychelles, de l'Afrique du Sud, du Swaziland, du Togo, de la Tanzanie, de l'Ouganda, de la Zambie et du Zimbabwe



Rôle de la fiscalité dans l'édification de l'État



- Le processus visant à accroître la capacité administrative, fiscale et institutionnelle des gouvernements à «interagir de manière constructive avec leurs sociétés» et à promouvoir plus efficacement l'intérêt public;
- Il est nécessaire au fonctionnement de tout État, et le moyen le plus fiable de le faire consiste à mettre en place une administration fiscale efficace;
- «La perception des impôts est au cœur de l'exercice du pouvoir de l'État, d'où la nécessité d'accorder davantage d'importance à la résolution des problèmes de gouvernance en matière de perception fiscale.»



Rôle de la fiscalité dans l'édification de l'État (2)

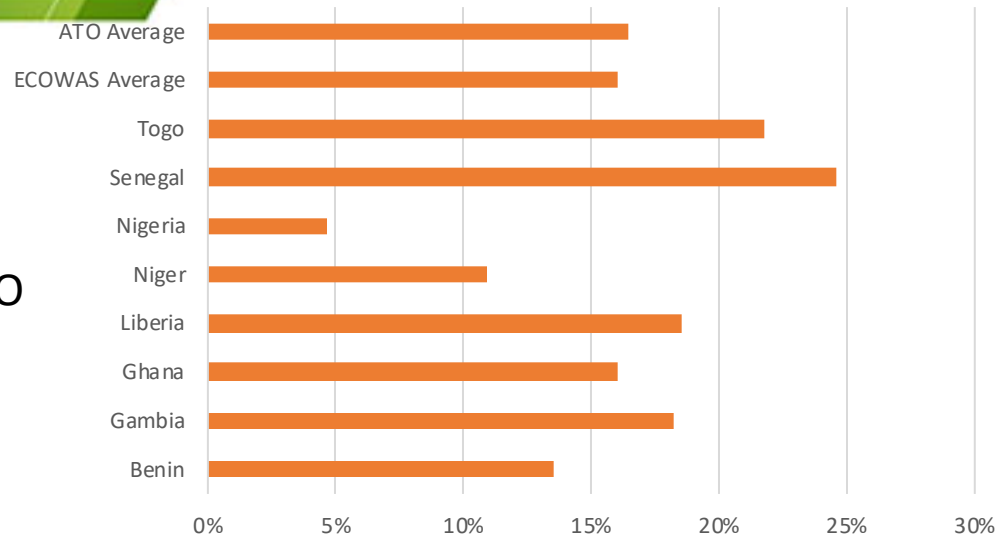


- Favoriser un engagement constructif de la part de l'État et de la société en matière de fiscalité demeure l'un des quatre moyens par lesquels la réforme fiscale pourrait contribuer à l'édification de l'État.
- Cela implique qu'il faudrait:
 - Accorder une importance aux questions fiscales dans l'agenda politique public;
 - Percevoir les taxes de manière "consensuelle et aussi transparente que possible".
 - Accorder un traitement égal et équitable des contribuables dans le recouvrement de la dette.
 - Favoriser un engagement des citoyens à ne pas échapper à l'impôt, ce qui constitue un processus politique essentiel à l'édification de l'État.

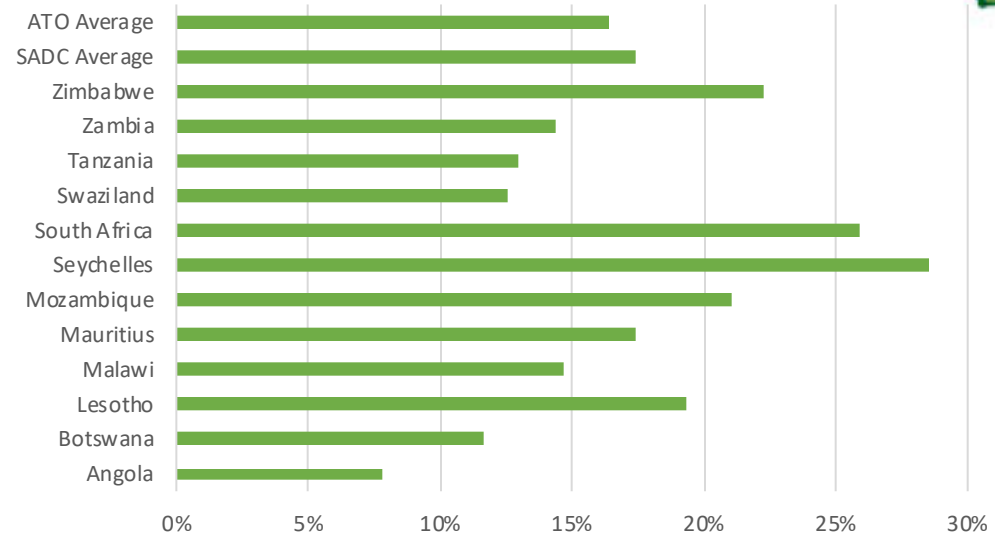
Ratios recettes fiscales / PIB: Analyse régionale, 2016



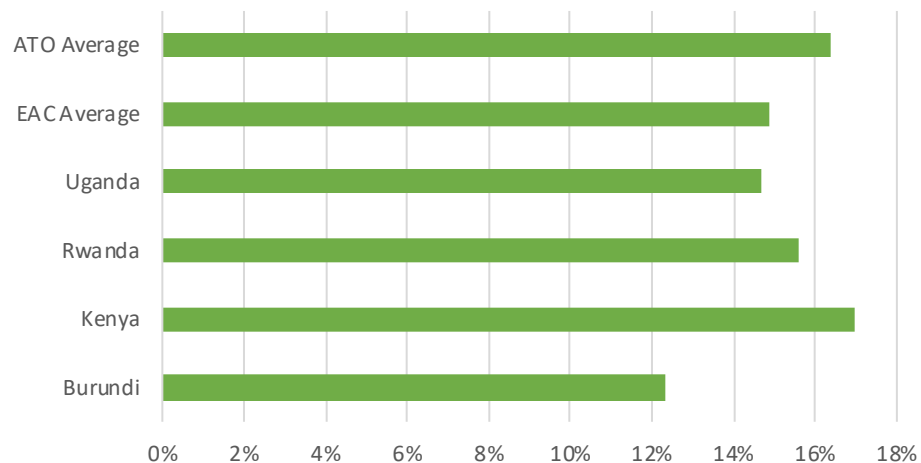
CEDEAO



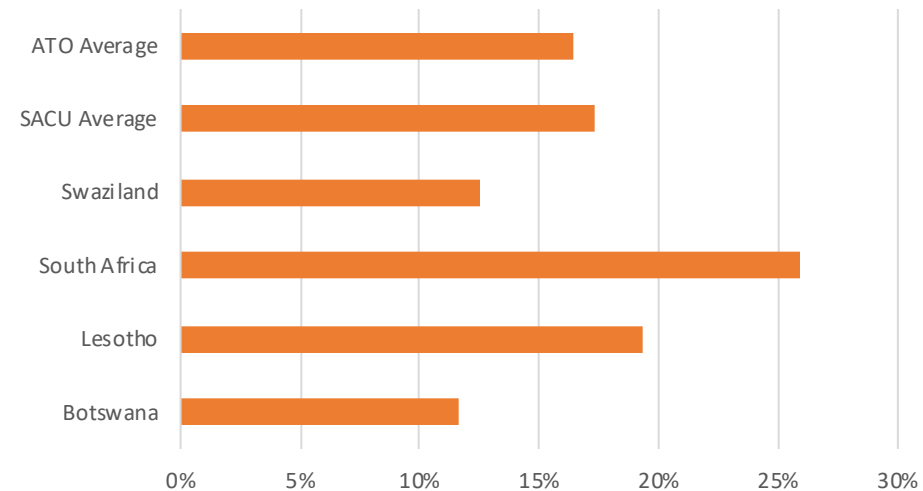
SADC



CAE



UDAA





Facteurs compromettant l'édification de l'État



- L'évasion fiscale compromet le financement de l'État et, partant, la légitimité associée à l'État au niveau de la prestation de services publics;
- La corruption à son tour, affecte la légitimité morale du gouvernement ;
- La criminalité devient un défi à la légitimité du gouvernement.
- La corrélation directe entre «la qualité perçue de la gouvernance» et «la conformité fiscale»;
- La perception du public est importante: face à la corruption, à la criminalité et au gaspillage qui sévissent dans le secteur public, les contribuables peuvent voir l'évasion fiscale comme une réponse légitime à la corruption.

Facteurs favorables à l'édification de l'État



LA BONNE GOUVERNANCE

L'INTÉRÊT PUBLIC

UN
GOUVERNEMENT
RESPONSABLE



LA LUTTE CONTRE LA
CORRUPTION

LA DIVULGATION
PUBLIQUE

LA RESPONSABILITE



Facteurs favorables à l'édification de l'État



- Un cadre juridique solide;
- Un cadre solide de lutte contre la corruption;
- L'existence de principes de bonne gouvernance,
- Le respect de la transparence,
- Des exigences éthiques et professionnelles élevées,
- L'efficacité de l'appareil judiciaire et ;
- L'exécution des décisions judiciaires.



Principales considérations fiscales



1) Combien le gouvernement devrait-il collecter au titre des impôts?

- *Les besoins en dépenses publiques;*
- *La dissuasion par rapport aux dépenses inutiles*

2) Comment la charge fiscale devrait-elle être répartie entre les contribuables actuels ou potentiels ?

- L'équité;
- En vue d'atteindre les objectifs de politique publique, par exemple, il conviendrait d'inciter les entreprises à s'implanter dans des régions défavorisées ou à investir dans des secteurs particuliers,



Principales considérations fiscales (2)



3) Comment peut-on limiter ou minimiser les coûts économiques défavorables potentiels de la fiscalité?

- *Simplicité - éviter les formalités administratives complexes et coûteuses, ainsi que les obligations de documentation*
- *Éviter le harcèlement du contribuable ; l'arbitraire de la part des percepteurs d'impôts, et la nécessité de verser des pots-de-vin.*
- *Éviter les inefficacités: par exemple le gouvernement choisit l'option facile d'augmenter ses revenus en taxant les exportations de café. Il peut alors biaiser l'ensemble de l'économie de manière inefficace.*

Considérations principales



4) Simplifier la façon dont les citoyens paient leurs impôts

- ❑ Favoriser le paiement de l'impôt en ligne, faciliter l'archivage, l'obtention du remboursement dans un délai court
=> la solution est la plateforme de libre service pour le paiement des impôts
- ❑ Simplifier le code des impôts: pour les petites entreprises, pour les contribuables et pour les sociétés.
 - ⇒ Regrouper les taux d'imposition des particuliers en tranches
 - ⇒ Éliminer autant que possible les exemptions personnelles par rapport à ceux qui ont des familles
 - ⇒ Encourager les entreprises à opter pour le paiement continu sur un certain nombre d'années



Conclusion



- **Il existe un lien fort et cohérent entre la manière dont les gouvernements sont financés et la manière dont ils gouvernent;**
- **Les gouvernements sont plus responsables et plus réactifs envers leurs citoyens lorsqu'ils dépendent de ces derniers pour leurs revenus**
- **Des politiques fiscales efficaces génèrent des opportunités de développement.**